



BULLETIN DE VEILLE

N°534
1er octobre
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

À LA UNE

Pesticides non homologués : l'ampleur des usages dans la Basse Vallée de l'Ouémé au Bénin



Plus de 80 % des pesticides chimiques de synthèse utilisés dans la Basse Vallée de l'Ouémé, au Bénin, proviennent de circuits informels et ne sont pas homologués. C'est le principal enseignement d'**une étude** menée en recherche-action par l'Association Agroécologique d'Action Communautaire (AAGAC) et son comité scientifique. L'enquête a porté sur 809 producteurs et productrices, dont 117 femmes, et sur des distributeurs d'intrants dans les communes d'Adjohoun, des Aguégus, de Bonou et de Dangbo, au sud du pays. Parmi les produits identifiés figure le paraquat, une substance interdite en Europe et dans plusieurs autres pays, mais toujours présente sur les marchés.

L'étude documente également les conditions d'usage de ces produits : 72 % des personnes interrogées ne prennent aucune disposition de protection avant application, et seulement un tiers adopte des précautions après usage. Conséquence directe, 92 % des répondants rapportent des problèmes de santé qu'ils associent à l'utilisation des pesticides, dans un contexte où la formation sur les matières actives et leur toxicité fait largement défaut. Cette réalité de terrain trouve un écho dans l'actualité récente. Le 1er juillet 2026, le Conseil des ministres béninois a ordonné le retrait du marché de plusieurs pesticides non homologués, en rappelant qu'aucun produit phytosanitaire ne peut circuler sur le territoire national sans homologation conforme aux textes en vigueur. Cette mesure confirme, à l'échelle nationale, l'ampleur d'un phénomène documenté par l'étude de terrain.

Publié sous la forme d'un ouvrage de 200 pages en format A5, ce travail formule des pistes d'action concrètes. Il recommande de renforcer les contrôles et la réglementation sur l'homologation et la circulation des produits, mais aussi de promouvoir les bonnes pratiques agroécologiques, les biopesticides et la lutte intégrée comme alternatives durables. Réalisé avec le soutien de SOS Faim Luxembourg, il s'appuie sur un comité scientifique associant des chercheurs des universités béninoises et burkinabè ainsi qu'un institut de recherche basé au Québec, au Canada.

Ces constats résonnent avec les débats en cours en Europe. Dans **une analyse publiée en septembre 2026** sur la plateforme ALIMENTERRE, le CFSI rappelle que la dépendance aux pesticides ne tient pas seulement aux choix individuels des agriculteurs. Elle repose aussi sur l'organisation économique, technique et institutionnelle des filières. Le CFSI alerte également sur l'Omnibus « **Food and Feed Safety** », présenté par la Commission européenne en décembre 2025. Ce texte prévoit de supprimer les réexamens périodiques des pesticides autorisés et de faire passer de 18 à 36 mois les délais de grâce accordés aux produits interdits. Au moment où le Bénin durcit son contrôle, l'Union européenne envisage donc d'assouplir le sien. Le cas du paraquat, interdit en Europe mais vendu sur les marchés de l'Ouémé, pose par ailleurs la question des doubles standards entre Nord et Sud.

Ressources :

Pesticides chimiques de synthèse non homologués en agriculture dans la Basse Vallée de l'Ouémé au Bénin : constats et regards croisés des acteurs, ouvrage, Pascal GBÉNOU, Association Agroécologique d'Action Communautaire (AAGAC), 2024

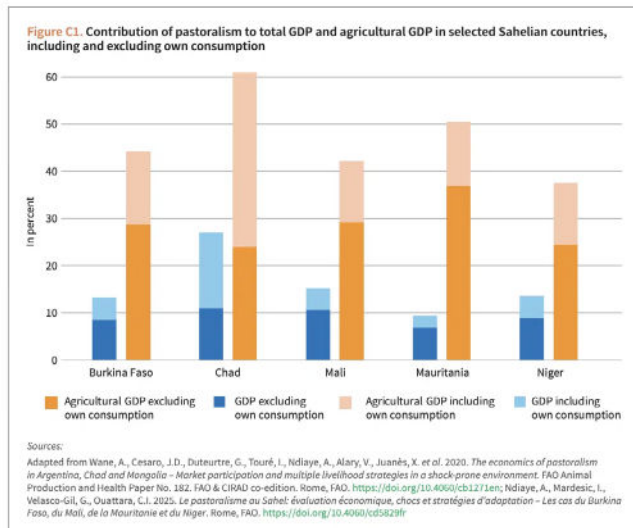
Les limites d'un modèle agricole construit autour des pesticides, article, CFSI, septembre 2026

Appel aux dons ! Inter-réseaux a besoin de vous !

Nos bulletins de veille et nos publications sont depuis toujours accessibles gratuitement à toutes et tous. Mais dans un contexte de fortes difficultés de financement pour la solidarité internationale, leur pérennité est aujourd'hui fragilisée. Si vous souhaitez continuer à nous lire et soutenir une information qui fait entendre la voix des agricultures familiales dans les politiques publiques, vous pouvez faire un don. Chaque contribution, même modeste, nous aide à poursuivre cette mission et à maintenir nos contenus en accès libre.

Nous soutenir

EN IMAGE



Contribution of the livestock sector to food security and sustainable agrifood systems. Benefits, constraints, synergies and trade-offs Rapport, FAO, septembre 2026, en anglais

Ce rapport de la FAO, qui fait suite à une demande du Comité de l'agriculture, évalue à l'échelle mondiale l'apport de l'élevage aux dimensions économique, sociale et environnementale des systèmes alimentaires. L'élevage fournit 34 % des protéines consommées, et environ la moitié des personnes en extrême pauvreté en dépendent, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Le rapport conclut qu'aucun modèle unique ne s'impose : les systèmes mixtes agriculture-élevage et pastoraux contribuent fortement à la durabilité, mais reçoivent moins de soutien que les élevages intensifs. Retrouvez notamment à la page 80 un graphique sur la contribution du pastoralisme au PIB total et agricole dans cinq pays du Sahel, selon la prise en compte ou non de l'autoconsommation (figure C1).

COSTEA Talk N°2 : Comment mieux connecter la REUSE aux réalités et aux enjeux de son territoire ? Replay de webinaire, COSTEA, septembre 2026, en anglais

Face au manque d'eau en Méditerranée, les eaux usées des villes, une fois traitées, peuvent servir à irriguer les cultures. Dans ce webinaire du Comité scientifique et technique Eau agricole (COSTEA), sa coordinatrice Méditerranée, Ehssan El Meknassi, explique pourquoi ces projets échouent souvent : stations d'épuration mal placées, aucune institution chargée d'acheminer l'eau jusqu'aux champs. À partir d'exemples au Maroc, en Tunisie et en Jordanie, elle invite à penser cette eau comme une ressource du territoire, gérée avec les agriculteur·ices et financée par tous ceux qui en bénéficient.

VEILLE THÉMATIQUE

Agroécologie

Déclaration des Assises territoriales de l'agroécologie et de l'alimentation, Dijon 2026

Déclaration, Montpellier Méditerranée Métropole, Nantes Métropole, Dijon Métropole, la Chaire UNESCO Alimentations du monde, Terres en villes, septembre 2026

Cette déclaration conclut les Assises territoriales de l'agroécologie et de l'alimentation, réunies à Dijon avec 1 300 participant·es. Elle constate qu'en France les solutions locales existent mais manquent de moyens, alors que le pays a perdu 20 % de ses fermes en dix ans. Elle formule 18 propositions, dont cinq prioritaires : concevoir les politiques selon l'approche « Une seule santé », donner des moyens durables aux collectivités, structurer des filières locales, rendre les prix transparents et garantir un commerce compatible avec la souveraineté alimentaire.

Retrouvez également une [synthèse des trois premières éditions de l'événement](#).

Changement climatique

Risques climatiques transfrontaliers : une analyse interrégionale (Question de développement n°106)

Synthèse, AFD, septembre 2026

Rédigée par des chercheur·euses du SEI, de l'IDDRI, d'ODI Global, de l'ECDPM et de l'AFD, cette note de synthèse présente un cadre d'analyse des risques climatiques qui se propagent d'un pays à l'autre. En Afrique de l'Ouest, elle montre que ces risques menacent les filières d'élevage, la transhumance et la sécurité alimentaire. Elle recommande de les intégrer à toutes les échelles politiques et aux stratégies sectorielles, dont l'agriculture, et de financer des projets pilotes multi-pays, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) offrant un fort potentiel.

Comment soutenir l'adaptation des femmes maraîchères face aux changements climatiques dans une perspective d'autonomisation : le cas de la filière mangue dans la zone des Niayes au Sénégal

Mémoire, Éléonore Moranville (Université Laval), 2026

Ce mémoire de maîtrise en agroforesterie, réalisé par Éléonore Moranville à l'Université Laval, étudie la place des femmes dans la filière mangue des Niayes, au Sénégal. Fondé sur 35 entretiens, il montre que les productrices, transformatrices et vendeuses subissent déjà les effets du climat sur les rendements et la qualité des fruits. Leur capacité d'adaptation reste freinée par la charge domestique, l'analphabétisme et un accès limité à la terre et au crédit. L'autrice recommande notamment de renforcer leur représentation dans les instances de la filière, l'alphabétisation fonctionnelle et des financements adaptés.

Coopération internationale

Défis Sud n°143 : La solidarité n'a pas dit son dernier mot

Revue, Humundi, septembre 2026

Ce dernier numéro de la revue Défis Sud, éditée par Humundi, analyse les turbulences de la coopération internationale face aux coupes budgétaires et les limites du libre-échange, de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) au modèle exportateur marocain. Il consacre un dossier à l'agroécologie comme mouvement social et à son financement, ouvre un débat sur les marchés du carbone et relaie les films du Festival Alimenterre.

Droits des paysans

Campesinos de Colombia: por qué el nombre importa

Document de travail, Carlos Duarte (membre du Groupe de travail des Nations unies sur les droits des paysans) et Carlos Andrés Salgado, septembre 2026, en espagnol

Ce document de travail réagit à une proposition du ministre colombien de l'Agriculture, qui souhaite remplacer dans le langage officiel le mot « paysan », jugé péjoratif, par « petit entrepreneur agricole ». Deux chercheurs de l'Université Javeriana de Cali montrent que ce changement n'est pas anodin. Le mot « paysan » désigne des personnes titulaires de droits, reconnues par la Constitution colombienne et par la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans (UNDROP). Le remplacer exclurait les paysan·nes sans terre, salarié·es ou pratiquant une agriculture familiale, et affaiblirait les politiques publiques qui leur sont destinées.

La centralité croissante de l'UNDROP dans la gouvernance internationale des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales

Note, South Center, août 2026

Cette note montre que la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans (UNDROP) est devenue un outil opérationnel. Des cours suprêmes l'ont invoquée pour protéger les semences paysannes, au Honduras en 2018 et au Kenya en 2025. Elle inspire aussi des réformes en Colombie, en Équateur et au Brésil, et des processus émergent au Niger et au Sénégal. L'auteur conclut que, sans réforme des règles commerciales internationales, ces droits resteront largement théoriques.

Une traduction de cette note en français est disponible [ici](#)

Organisations paysannes

Capital social, organisations paysannes et résilience des agriculteurs face à la pauvreté à Madagascar

Article scientifique, Revue Internationale de la Recherche Scientifique, septembre 2026

Cet article scientifique analyse le rôle du capital social et des organisations paysannes face à la pauvreté rurale à Madagascar, qui touchait 79,9 % des ruraux en 2022. Fondée sur une revue documentaire, l'étude montre que l'entraide et l'action collective facilitent l'accès à l'information, au crédit, aux intrants et aux marchés. Leur efficacité dépend toutefois de la gouvernance et de l'inclusion des femmes et des jeunes. Les auteur·ices recommandent de professionnaliser ces organisations et d'en faire des partenaires des politiques publiques.

Parcours

Rangelands Rising: Investing in Sustainable Management and Restoration

Rapport, International Livestock Research Institute (ILRI), août 2026, en anglais

Ce rapport défend l'investissement dans la gestion durable et la restauration des parcours, qui couvrent 54 % des terres émergées et font vivre 500 millions de pasteur·es. Selon les estimations, un dollar investi y génère 4 à 6 dollars de bénéfices pour la société. Les auteur·ices recommandent de sécuriser les droits fonciers des pasteur·es, de renforcer les institutions communautaires, de mobiliser des financements mixtes et d'associer femmes et jeunes aux décisions.



Planète Mongabay #21 De la fève à la tablette : voyage au cœur du chocolat africain

Podcast, Planète Mongabay, septembre 2026

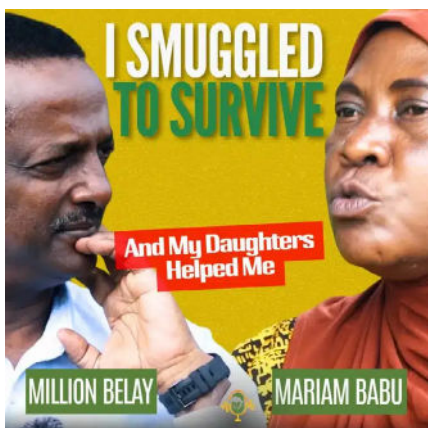
Cet épisode du podcast Planète Mongabay retrace le parcours du cacao, de la plantation au chocolat, au Gabon et en Côte d'Ivoire. Julie Nyangui, fondatrice des Chocolats Gabonais de Julie à Libreville, y défend une production sans pesticides et traçable. Autour du parc national de Taï, des planteur-euses ivoirien-nes adoptent l'agroforesterie face au changement climatique. Le chocolatier ivoirien Fulbert Evan's Koffi mise sur des saveurs locales (piment, gombo, néré, baobab) pour valoriser le cacao sur place.



Les initiatives locales qui dessinent l'avenir des campagnes africaines

Podcast, RFI, septembre 2026

Ce podcast de RFI montre comment, à Richard-Toll, dans la vallée du fleuve Sénégal, l'industrie sucrière nourrit une économie locale mêlant agriculture et élevage. Les résidus de canne à sucre, longtemps brûlés ou jetés, sont désormais récupérés par les éleveur-euses pour alimenter leur bétail pendant la période de soudure, quand l'herbe manque. L'épisode, qui croise l'analyse de l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR) et le point de vue de la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS), présente ces initiatives comme des pistes durables pour l'avenir des campagnes africaines.



The realities of women in cross border trade

Podcast, AFSA, septembre 2026, en anglais

Ce podcast donne la parole à Mariam Babu, présidente de la coopérative des commerçantes transfrontalières de Busia et de l'union nationale ougandaise, interrogée par Million Belay, coordinateur général de l'AFSA. Elle décrit les vols, harcèlements et confiscations subis dans le commerce informel entre le Kenya et l'Ouganda. Elle plaide pour sa formalisation, l'accès au fonds de roulement et les achats collectifs, et voit dans le commerce agroécologique une opportunité, freinée par l'identification des produits et des politiques inadaptées.

AGENDA

1er octobre 2026

Webinaire : Enjeux de genre dans le milieu agricole

Webinaire, CFSI

Ce webinaire à venir, organisé par le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) pour préparer le festival ALIMENTERRE, interrogera les difficultés des femmes dans l'agriculture à travers le monde. Hélène Guétat-Bernard, sociologue à l'Université de Toulouse, en dressera un panorama global. Marie-Paule Okri, directrice des programmes de la Ligue ivoirienne des droits des femmes, abordera la situation des agricultrices en Côte d'Ivoire. Michèle Debord présentera le projet de l'association d'agricultrices Dfam 03 contre les inégalités et violences de genre, et Perrine Magréault, chargée de sensibilisation à l'ONG SOL, un jeu de cartes sur ces enjeux.

12 au 17 octobre 2026

26e Congrès International sur l'Irrigation et le Drainage

Congrès, ICID

Ce congrès international réunira à Marseille plus de 1 000 chercheur-euses, ingénieur-es, décideur-euses et membres de la société civile autour de l'eau agricole face au changement climatique. Les débats porteront sur trois questions : la place de l'irrigation et du drainage dans la transition agroécologique, l'apport des technologies (pilotage, télédétection) à un usage plus sobre de l'eau et le potentiel des eaux non conventionnelles (eaux usées traitées, dessalement).

Jusqu'au 20 octobre

Votez pour le prix Benoît Maria

Vote, AVSF, jusqu'au 20 octobre

Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) ouvre le vote du Prix du Public pour l'édition 2026 du Prix Benoît Maria, créé en 2022 en hommage à un collègue assassiné au Guatemala. Trois initiatives seront récompensées, dont une par les internautes. Cinq sont en lice : filière de sésame biologique au service des femmes en Casamance (Sénégal), restauration des terres à Bandiagara (Mali), centre de formation agroécologique par et pour les femmes à Yokélé (Togo), ainsi que deux projets au Pérou autour d'un marché local et des maïs ancestraux.

Du 7 au 15 octobre 2026

Séminaire 2026 sur les enjeux contemporains de l'alimentation

Séminaire, Chaire Unesco Alimentation du Monde

La Chaire Unesco Alimentations du monde et l'Institut Agro organisent un séminaire à venir, ouvert à toutes et tous, au Cirad à Montpellier et en streaming. Quatre sessions sont prévues : les enjeux et pistes pour une alimentation durable (7 octobre), les enseignements du scénario Ten Years for Agroecology (TYFA) pour une Europe agroécologique (8 octobre), les usages, l'adoption et les enjeux du numérique dans les filières agricoles et alimentaires (14 octobre), puis la construction de nouvelles solidarités contre la précarité alimentaire (15 octobre).

du 15 octobre au 30 novembre

20e édition du festival ALIMENTERRE

Plateforme, CFSI

Le CFSI prépare la 20e édition du festival ALIMENTERRE. Dix documentaires sur les systèmes alimentaires seront diffusés en France, en Outre-mer et dans une douzaine de pays. Les lancements des 15 et 16 octobre coïncident avec la Journée mondiale de l'alimentation. Pour l'Année internationale des agricultrices, le festival met à l'honneur le film Femmes des Terres, coréalisé par Emma Blandin, qui explore le rôle central des femmes dans l'agriculture à travers quatre pays : Inde, Bolivie, France et Togo. Pour cet anniversaire, les séances non commerciales sont exemptées de droits de projection.

Jusqu'au 28 octobre

Lancement de l'appel à projets PRA/OSIM 2026 !

Appel à candidatures, FORIM

Le FORIM lance l'édition 2026 de son Programme d'appui aux projets des organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (PRA/OSIM). Le programme reconnaît les diasporas établies en France comme actrices du développement de leurs pays d'origine. Il soutient leurs projets de développement local dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'environnement, de l'économie, du social et du développement rural et agricole. Au-delà du financement, il accompagne les associations et capitalise leurs expériences. Depuis 2003, près de 900 projets ont été soutenus dans plus de 43 pays. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 28 octobre 2026.

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

<http://www.inter-reseaux.org/>

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

<https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/>

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

